

Congrès mondial du Loisir

Québec

Le mardi 7 octobre 2008

Présentation de Denis Marion

Maire de Massueville

PREMIÈRE PARTIE

Bonjour,

C'est toujours un plaisir d'accepter les invitations qui nous amènent à participer à ce genre d'événements. Elles nous obligent à faire un temps d'arrêt, à réfléchir et à mettre de l'ordre dans nos idées; sans compter qu'elles nous permettent de partager des expériences et des idées. Merci à ceux qui m'ont invité.

En novembre 2005, j'ai été élu maire de Massueville, un petit village d'un kilomètre carré, où vivent 530 personnes. Avec nos voisins de la municipalité de Saint-Aimé, 65 km² de terres agricoles et un peu plus de 500 habitants, nous formons une communauté historique depuis le milieu du XIXe siècle. Si nous avons conservé nos deux organisations municipales pour toutes sortes de raisons,

nous partageons une seule réalité communautaire. Quand on parle de nous, on dit toujours Saint-Aimé Massueville. Une église, grande comme une cathédrale, 1200 places assises, qui va fermer ses portes en 2009 ; une école, ses quatre classes, ses 4 professeurs et ses 69 élèves ; un bureau de poste ; une caisse populaire dont on m'a annoncé officiellement jeudi qu'elle resterait ouverte ; une bibliothèque municipale animée par une extraordinaire équipe de bénévoles ; un club d'âge d'or, dynamique et vivant ; un comité d'embellissement qui trouve le moyen de nous surprendre chaque année par la qualité de ses aménagements ; un comité de développement culturel et touristique dont la renommée et l'impact dépassent maintenant notre communauté ; un service de garde en milieu scolaire qui devient le fer de lance de l'action des jeunes parents.

Et un constat commun, réalisé dès 2002 : nous sommes une communauté qui fait face à un lent processus de dévitalisation. Une situation déstabilisante qui inquiète les gens et les trouve démunis devant l'ampleur du défi.

Vieillessement de la population, diminution constante depuis vingt ans du nombre de personnes qui habitent chez nous, diminution des services et un changement important dans la réalité de notre population : les anciennes familles qui ont fait l'histoire de notre village nous quittent lentement et sont remplacées par de nouvelles qui n'ont pas encore, justement, d'histoire avec Massueville. Je suis moi-même un nouveau dans mon village, n'y habitant que depuis 11 ans.

Il y a dix jours, le gouvernement du Québec a annoncé un programme spécial pour les 152 municipalités les plus dévitalisées du Québec. Massueville est une de ces municipalités. Si nous avons encore un doute au sujet de notre dévitalisation, il est maintenant levé.

La dévitalisation est un phénomène sournois. On ne la voit pas nécessairement à l'œil nu. Comme une douleur sourde, on s'y habitue lentement, en regrettant la fermeture de la brasserie, celle du garage de mécanique générale, de la meunerie ou de la

cantine, en se disant qu'il n'y a rien à faire et que tout ça est bien dommage.

J'ajouterais un autre constat, celui de l'éclatement de notre communauté. Dans les faits, avec le temps, nous réalisons que nous ne vivons plus à Massueville. Nous trouvons notre travail à l'extérieur du village, nous achetons et consommons nos biens et nos services à l'extérieur du village. Massueville, dans une certaine mesure, est devenue une banlieue, entre autres choses parce que le coût de la vie, chez nous, n'est pas très élevé. Pourtant, notre réalité de tous les jours ressemble à celles de villages qu'on trouve dans les régions éloignées du Québec alors que nous ne sommes qu'à quatre-vingt kilomètres de Montréal. Contrairement à d'autres communautés, ce n'est pas l'éloignement des villes-centres qui est notre problème, mais le constat est le même : nous sommes victimes d'un cycle de dévitalisation qui coûte de plus en plus cher. Ce coût, c'est le Québec entier qui le paie.

Nous devons réagir. Et nous avons commencé à le faire. Je vous expliquerai comment tout à l'heure.

DEUXIÈME PARTIE

À l'hiver 2002, la Commission scolaire de Sorel-Tracy nous a annoncé qu'elle envisageait de ne pas offrir de maternelle dans notre école. Immédiatement, des parents ont réagi et ont alerté les élus municipaux. Ensemble, nous avons imaginé l'impact de cette mesure, si elle devait se réaliser : ne pas offrir de maternelle équivaut à dire à toutes les jeunes familles que notre village n'est plus un endroit accueillant pour elles car nous ne sommes plus en mesure d'offrir un service essentiel dans une communauté : une école qui répond aux besoins de ses enfants.

Parallèlement à cette nouvelle qui nous a bouleversés et qui nous a fait prendre conscience de la nouvelle responsabilité qui incombait aux élus municipaux, c'est-à-dire assumer un leadership qui dépasse largement les frontières habituelles des responsabilités municipales traditionnelles, le gouvernement du Québec déposait sa première Politique de la ruralité. Cette politique nous disait justement que ce que nous vivions n'était malheureusement pas unique et que, si nous le souhaitions, nous pouvions réagir de

façon à ne pas être seulement les victimes de décisions prises loin de nous, mais au contraire que nous pouvions espérer devenir les artisans de changements concrets qui auraient un impact réel sur notre condition.

Les deux conseils municipaux, et j'avais été élu conseiller en novembre 2001, ont décidé de prendre le taureau par les cornes et ont créé un Comité de relance, dès le mois de janvier 2002. Ce comité a reçu le mandat de réaliser un portrait de notre situation et d'envisager des solutions nous permettant d'agir.

Quand on regarde, a posteriori, ce qui s'est passé, nous pouvons dire que la crise à l'école a été le déclencheur d'une prise de conscience qui a modifié notre lecture de la réalité et nous a collectivement obligé à agir autrement. Nous avons, par cet exercice qui a nécessité une consultation de tous les organismes de notre communauté et une mobilisation de ses leaders, développé une attitude qui aujourd'hui commence à peine à donner des résultats.

Lorsque nous avons invité la population de Saint-Aimé et Massueville à se réunir pour recevoir et entendre les conclusions du rapport du Comité de relance, plus de 200 des 700 adultes de notre communauté se sont présentés. Nous avons également invité les représentants et partenaires de la région de Sorel-Tracy qui, d'ailleurs, ont accepté de se déplacer pour nous entendre. La présence de ces personnes a donné de la crédibilité au travail de notre comité.

Avec ce rapport, nous avons choisi de créer trois groupes de travail qui ont réfléchi à des actions à poser dans trois domaines : le développement communautaire, pour que nous puissions reconstruire une cohésion qui nous permette d'agir collectivement en répondant au manque de services pour les jeunes familles et les personnes âgées ; le développement culturel et touristique pour créer des événements qui donnent du tonus à notre sentiment d'appartenance et qui nous permettent de solliciter le soutien de nos voisins ; le développement économique pour participer à notre mesure et profiter nous aussi de la relance

économique de la région de Sorel-Tracy qui se réalise parallèlement.

Plusieurs projets ont vu le jour portés par de nouveaux leaders au sein de notre communauté. Un de ces projets a été l'embauche commune par Massueville, Saint-Aimé, Saint-Louis et Saint-Marcel, nos voisines, il y a trois ans, d'un agent de développement en loisir. Cette personne a pour mandat de soutenir les bénévoles qui sont prêts à s'investir dans toutes sortes d'activités. Elle soutient tous les organismes que j'ai nommés plus haut. Il s'agissait d'un projet-pilote de Loisir et sport Montérégie et de quelques ministères pour soutenir justement les communautés rurales qui ont de la difficulté à recréer une vie communautaire sur leur territoire. Les quatre municipalités ont décidé en septembre de poursuivre le projet et de s'attacher la ressource pour au moins une autre année.

J'aimerais expliquer ici pourquoi je considère que ce projet est fondamental et constitue la pierre angulaire de notre capacité de faire face aux enjeux liés à la dévitalisation de notre milieu.

De plus en plus, au Québec, nous sommes conscients de la responsabilité que nous avons tous, gens des grandes villes comme gens des milieux ruraux, à l'égard de l'occupation dynamique du territoire québécois. Nous sommes collectivement responsables de la santé des communautés qui se sont formées aux quatre coins du Québec, au gré de notre histoire commune. Comment sérieusement croire que le Québec se développera harmonieusement si nous sommes incapables d'imaginer un avenir qui a du sens pour des communautés entières et le soutenir?

Mais il y a une évolution dans notre pensée de développement collectif. Aujourd'hui, grâce à l'action des organismes de développement de toutes sortes, MRC, CLD, SADC, ULR, CRÉ, et j'en passe, il y a une prise de conscience, une responsabilité partagée. Les programmes se multiplient, les concertations se raffinent. Mais il existe un constat fondamental : aucune communauté n'a d'avenir sans la participation active de ses citoyens. Bref, l'avenir de Massueville appartient d'abord aux gens qui y vivent.

Et nous avons un grand nombre de projets, en voici quelques uns et pas nécessairement en ordre d'importance :

- ❖ Services liées aux familles : CPE, service de garde en milieu scolaire, maison de jeunes ;
- ❖ Coopérative de santé que nous espérons voir en opération à le plus rapidement possible, un projet qui répond aux besoins de sécurité des gens;
- ❖ Projet de développement domiciliaire pour répondre aux besoins des familles et des personnes âgées qui en quittant leur maison, quittent aussi le village et se déracinent ;
- ❖ Projet régional de soutien à la transformation agro-alimentaire où, avec d'autres municipalités de la MRC et les autres organismes de développement. Nous voulons imaginer le développement d'entreprises qui créeront de

l'emploi chez nous dans un champ d'activité économique qui est structurant, l'agriculture;

- ❖ Projet d'infrastructures pour se mettre à niveau en investissant là où nous n'avons pas collectivement investi depuis des années ;

Mais tout cela n'est possible que si les citoyens de ma municipalité acceptent de participer, de s'engager. Et c'est là qu'on voit toute l'importance du loisir. Le loisir, c'est le premier outil permettant à une communauté de se définir, de se nommer. C'est parce que les gens se voient, se rencontrent, vivent ensemble, intègrent celles et ceux qui se joignent à eux et se reconnaissent qu'ils choisissent de s'engager, de participer et de décider ensemble.

L'action locale n'est possible que si les gens ont ce sentiment d'appartenance très fort à leur communauté, ce sentiment d'appartenance qui est essentiel à leur engagement.

À analyser les indicateurs de développement on peut constater le niveau de dévitalisation de nos communautés. Mais l'effritement communautaire est également un signe de dévitalisation. J'ajouterais qu'il existe réellement des communautés que je qualifie de « naturelles » et qui sont source d'appartenance et de fierté. On a tous besoin d'une appartenance à une communauté, il faut la soutenir.

J'aimerais que nous investissions collectivement dans le loisir, parce que ces activités communautaires sont préalables à la création d'un sentiment d'appartenance qui est lui-même essentiel à l'engagement dans le développement de sa communauté, celle qu'on définit comme étant la sienne propre, la « communauté naturelle » à laquelle nous nous identifions.

Donnez-nous tous les programmes que vous voudrez, engagez-nous tous les consultants que vous voudrez, dressez tous les plans que vous voudrez, sans la participation des gens, ce ne sera pas durable. On sauvera les apparences mais les indicateurs, à moyen terme, eux, ne bougeront pas.

En passant, tant que les responsables politiques et les grandes organisations verront les municipalités comme des instances administratives et non comme les représentants de communautés, ce sera difficile d'adapter les programmes aux besoins.

Le développement durable de nos communautés dévitalisées passe par la capacité des gens à constater qu'ils ont une emprise réelle sur leur propre avenir et sur celui de qu'ils considèrent être leur communauté.

Les loisirs, le côté humain et communautaire des loisirs constituent les fondations de toute action de développement.

Dans une petite communauté comme la mienne, tout est « micro ». Je dis souvent que chez nous les statistiques ont des noms, des adresses et des numéros de téléphones.

C'est souvent un désavantage, parce que quand les choses se mettent à aller mal, tout dégringole et les impacts touchent directement les gens presque du jour au lendemain.

Mais le contraire est aussi vrai. Je vous donne un exemple.

Comme la commission scolaire n'est pas en mesure d'offrir un service de garde à l'école, un groupe de parents, sous le leadership d'une jeune, débrouillarde et énergique conseillère municipale, a décidé de créer un organisme à but non lucratif pour offrir le service. Je vous passe les détails, mais il s'agit cette année de la troisième année d'opération.

À l'hiver 2007, on s'est aperçu qu'avec la fin des classes, il faudrait mettre fin aux activités pour l'été et mettre à pied l'éducatrice. En même temps, nous réalisons la difficulté que nous avons à offrir des terrains de jeux qui correspondent aux besoins actuels des parents et des enfants.

Nous avons donc décidé conjointement d'offrir au service de garde la gestion des terrains de jeux. Ce fut un succès immédiat.

Cet été, il s'agissait de la deuxième expérience. Les services ont été disponibles pendant toute la période des vacances scolaires, de 7 h à 18 h 30, cinq jours par semaine. Quarante-quatre des soixante-neuf enfants de notre école se sont inscrits à ces activités. Le taux de satisfaction est extrêmement élevé. La présence d'adultes dans l'équipe a fait la différence pour les parents. Ces adultes, les éducatrices du service de garde, ont supervisé le travail des jeunes monitrices. On s'est retrouvé avec un vrai service intergénérationnel qui a comblé les parents et rendus heureux les enfants. Je dois ajouter que l'agente de développement en loisir a été en soutien à ce projet et a contribué à son succès.

Depuis maintenant deux ans, nous voyons les jeunes familles se joindre à nous. Je suis profondément convaincu que la présence du service de garde y est pour beaucoup.

Je pourrais vous donner d'autres exemples.

Une communauté qui se reconnaît comme telle a le potentiel qu'il faut pour devenir dynamique. Aujourd'hui, avec la fermeture de l'église, nous faisons face à un défi de taille : qu'est-ce qu'on fait avec un édifice de cette envergure dans un tout petit village ? Pourtant, le premier réflexe des responsables de la Fabrique a été de réunir une quinzaine de leaders pour discuter d'avenir. Les gens ont été au rendez-vous. Nous travaillons actuellement, ensemble, à un projet qui pourrait dépasser le million de dollars. Je suis convaincu que la communauté nous appuiera. Parce qu'il existe une communauté.

Mais attention, chez moi comme ailleurs, les résistances existent et il faut composer avec elles. Faire participer les citoyens, qui par définition sont exigeants et on le droit de l'être, nous oblige à des efforts constants de pédagogie, d'écoute et de remise en question. On est loin de la petite gestion pépère des affaires municipales.

C'est vrai qu'on est un peu fous. Mais c'est comme ça. Sinon, il ne resterait qu'à demander au dernier à quitter le village de fermer la lumière en partant...